

Le Canada manque d'ambition pour réduire ses émissions
LeDevoir.com Environnement
17 décembre 2018 Pauline Gravel

<https://www.ledevoir.com/societe/environnement/543762/le-canada-manque-d-ambition-pour-reduire-ses-emissions>

Les groupes environnementaux se réjouissent de l'entente signée samedi à Katowice, en Pologne, mais déplorent le manque d'engagement des pays à s'imposer des cibles plus ambitieuses de réduction des gaz à effet de serre (GES) sur leur territoire. Greenpeace et Équiterre saluent également le rôle positif et constructif du Canada dans les négociations qui se sont déroulées dans le cadre de cette COP24, mais ils se disent déçus du manque d'actions qui sont menées au Canada pour réduire les émissions de GES.

L'entente qui a été signée samedi comprend une série de règles qui contraignent les pays signataires à rendre des comptes et à comptabiliser de façon transparente leurs émissions de GES et leur contribution financière aux pays en développement qui ont besoin d'aide pour réduire leurs émissions et faire face aux impacts du réchauffement climatique qui se font déjà sentir. « Ces règles précisent comment les pays doivent rendre des comptes sur les cibles qu'ils se sont données, mais aussi sur les actions qu'ils ont mises en place pour y arriver. On ne peut pas avoir une foi aveugle envers les pays. Ces règles devraient instaurer un niveau de transparence et de confiance suffisant quant aux rapports que déposeront les pays », explique Patrick Bonin, responsable de la campagne Climat-Énergie chez Greenpeace Canada.

« Ces règles nous permettront de vérifier si les pays ont tenu leurs engagements [quant aux cibles qu'ils se sont fixées lors de l'accord de Paris] », ajoute Sidney Ribaux, directeur général et cofondateur d'Équiterre. « Même si tout n'est pas parfait dans cet accord, il reste qu'il y a près de 200 pays qui continuent à négocier. La grande majorité d'entre eux négocient de bonne foi et tentent vraiment d'adopter les meilleures règles possible. »

Faible engagement

Les deux groupes environnementaux espéraient par contre que les pays fassent preuve d'un engagement plus ambitieux dans la réduction de leurs émissions de GES compte tenu du fait que, si les pays atteignent les cibles qu'ils se sont données en 2015 dans l'accord de Paris, le climat planétaire se réchauffera de 3 °C. Or, le rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) déposé en octobre dernier indique qu'un réchauffement de 1,5 °C aurait des impacts irréversibles et qu'un réchauffement de 2 °C serait à plusieurs égards carrément catastrophique.

Étant donné qu'aucun pays n'a manifesté la volonté d'accroître ses efforts, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a convoqué tous les pays à une conférence spéciale qui aura lieu en septembre 2019 et au cours de laquelle ils devront arriver avec de nouvelles cibles plus ambitieuses, ainsi que des mesures concrètes et des plans crédibles pour les atteindre.

« Le Canada pousse presque toujours pour des mesures acceptées par les mouvements environnementaux, notamment sur l'ambition des cibles et sur la transparence. La ministre canadienne de l'Environnement, Catherine McKenna, qui en est à sa quatrième COP, est très respectée par la communauté internationale », reconnaît M. Ribaux.

Un plan peu crédible

Les deux organismes environnementaux déplorent par contre l'absence d'un plan crédible au Canada pour atteindre les cibles que le pays s'est fixées avec l'accord de Paris, des cibles qui, en l'occurrence, ne sont pas suffisantes pour limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C. « Ce n'est de toute évidence

pas en achetant des pipelines et des trains pour acheminer et exporter le pétrole des sables bitumineux et en augmentant la production de pétrole et de gaz naturel comme il le prévoit que le Canada atteindra ses cibles », déclare M. Bonin.

Le gouvernement du Québec avait dépêché sa ministre de l'Environnement, Marie-Chantal Chassé, à la COP24. Celle-ci « est arrivée les mains vides et est repartie les mains vides », souligne M. Bonin avant de préciser que le gouvernement du Québec a simplement annoncé qu'il continuerait à soutenir la bourse du carbone. Au-delà de cet engagement, la ministre de l'Environnement a décidé de réserver ses commentaires pour lundi.

De son côté, [Québec solidaire](#), qui avait également une députée sur place, s'est désolé de la « présence faible » du gouvernement, de son « manque de volonté politique », alors que le Québec a tous les atouts pour faire le virage de la décarbonisation, soit les énergies renouvelables et le consensus social.

Quant au [Parti libéral du Québec](#), il demandait dimanche au gouvernement Legault de présenter la candidature du Québec dans le but d'accueillir la COP26 en 2020.

Pour Sylvain Gaudreault, qui représentait le [Parti québécois](#) à la COP24, la déception vient de l'absence de résultats de la part de la ministre. « On ne sait pas ce que le Québec plaidait en arrivant, et il n'y a pas de résultats tangibles ou d'engagement pour le Québec à la suite de son passage. De notre côté, nous réclamons le dépôt d'une loi anti-déficit climatique d'ici le prochain Jour de la Terre, le 22 avril, comme les lois semblables qui sont en vigueur dans plusieurs États à travers le monde. Nous demandons aussi au gouvernement de réaliser une étude québécoise sur les liens entre les changements climatiques et la santé publique », a-t-il souligné.

À lire aussi

[Climat: l'accord de Paris sur les rails, sans ambitions nouvelles](#)

[Les délégués de 200 pays ont adopté les règles d'application de l'accord de 2015.](#)
[17 décembre 2018](#)

[Une «feuille de route» de la transition énergétique proposée à François Legault](#)

[Vingt-cinq scientifiques pressent le gouvernement de lancer une nouvelle révolution énergétique.](#)
[15 décembre 2018](#)

[Climat: l'accord de Paris sur les rails, sans ambitions nouvelles](#)

[Les délégués de 200 pays ont adopté les règles d'application de l'accord de 2015.](#)
[17 décembre 2018](#)

[Les Québécois consomment de plus en plus d'énergie, selon une étude](#)

[Par habitant, ils comptent parmi les plus gros consommateurs d'énergie de la planète.](#)
[16 décembre 2018](#)